Ordonnance souveraine n° 3.801 du 6 juin 1967 fixant les conditions d'exploitation de la station maritime radiotéléphonique à ondes métriques

<i>Type</i>	Texte réglementaire
<i>Nature</i>	Ordonnance Souveraine
<i>Date du texte</i>	6 juin 1967
<i>Publication</i>	Journal de Monaco du 9 juin 1967 ^[1 p.5]
<i>Thématiques</i>	Communication audiovisuelle et radiophonique ; Police, sécurité, défense

Lien vers le document : <https://legimonaco.mc/tnc/ordonnance/1967/06-06-3.801@1997.05.16>

LEGIMONACO

www.legimonaco.mc

Vu l'ordonnance n° 2.273 du 9 mars 1939 instituant l'office des téléphones ;

Vu Notre ordonnance n° 1.930 du 23 janvier 1959 fixant les conditions d'exploitation du service téléphonique ;

Vu Notre ordonnance n° 2.618 du 23 août 1961 promulguant la convention internationale des télécommunications de Genève en date du 21 décembre 1959 ;

Vu Notre ordonnance n° 3.042 du 19 août 1963 rendant exécutoire à Monaco la convention relative aux relations postales, télégraphiques et téléphoniques, signée à Paris le 18 mai 1963 ;

Vu Notre ordonnance n° 3.750 du 21 février 1967 portant création d'une station maritime radiotéléphonique à ondes métriques ;

Article 1er

Le service radiotéléphonique maritime est assuré par une station installée sur la terrasse du Musée océanographique de Monaco.

Article 2

Cette station a pour indicatif d'appel : 3.A.F.

Ses caractéristiques sont les suivantes :

Classe d'émission : F.3.

Puissance en kilowatts : 0,05 kW.

Nature du service : CP.

Fréquences utilisées en mégahertz :

Émission Réception				Direction
voie	12	156,60	156,60	Opérations portuaires.
voie	16	156,80	156,80	Appel et sécurité.
voie	23	156,15	157,15	Correspondance publique en demi-duplex.
voie	25	161,85	157,25	Correspondance publique en duplex.

Article 3

Les navires peuvent faire appel à la station radiotéléphonique à ondes métriques. La priorité des communications s'établit comme suit :

- 1° appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse ;
- 2° communications précédées du signal d'urgence ;
- 3° communications précédées du signal de sécurité ;
- 4° communications relatives aux relèvements radiogoniométriques ;
- 5° communications relatives à la navigation et à la sécurité des mouvements des aéronefs ;
- 6° communications relatives à la navigation, aux mouvements et aux besoins des navires, et messages d'observations météorologiques destinés à un service météorologique officiel ;
- 7° communications d'État pour lesquelles le droit de priorité a été demandé ;
- 8° communications de services relatives au fonctionnement du service des radiocommunications ou à des communications précédemment écoulées ;
- 9° communications d'État autres que celles indiquées à l'alinéa 7° ;
- 10° toutes les autres communications.

Article 4

Catégories de conversations admises :

- a) Sens navire-terre : conversations ordinaires et conversations de personne à personne.

b) Sens terre-navire : uniquement conversations de personne à personne.

Article 5

Demandes de communications :

- a) Sens navire-terre : la demande de communication transmise par l'opérateur du bord doit comporter le nom du navire et son indicatif, et éventuellement le nom du demandeur, la désignation aussi claire que possible du demandé (indicatif d'appel du réseau, ou à défaut, adresse complète) et, le cas échéant, de son remplaçant, ainsi que la période pendant laquelle le demandeur désire que soit tenté l'établissement de la communication.
- b) Sens terre-navire : la demande de communication doit comporter les indications spéciales ci-après : indicatif d'appel du poste demandeur et nom du demandeur lorsque ce dernier désire que ces renseignements soient transmis au demandé, nom du navire, désignation aussi complète que possible du demandé, et, le cas échéant, de son remplaçant.

Article 6

Transmissions des demandes :

- a) Sens navire-terre : les demandes sont transmises par le navire à la station côtière qui les transmet, dans le cas d'une communication à établir par voie manuelle au centre de groupement ou au centre international dont elle dépend, ou les achemine directement par voie automatique.
- b) Sens terre-navire : le demandeur indique la station côtière intéressée : la demande est acheminée jusqu'à cette station comme une demande ordinaire, et le service interurbain de Monaco assure la mise en présence du demandeur et de la station côtière, de manière à permettre toutes rectifications ou indications complémentaires éventuelles.

Article 7

Validité des demandes :

Le demandeur a la faculté d'indiquer l'heure à partir de laquelle l'établissement de la communication doit être tenté. La validité des demandes expire le surlendemain du jour de dépôt, à 2 heures.

Article 8

Établissement des communications :

Dans le sens navire-terre, l'établissement des communications s'effectue conformément aux règles du service téléphonique international.

Dans le sens terre-navire, lorsque la personne demandée à bord du navire est prête à recevoir la communication, la station mobile en prévient immédiatement la station côtière qui avise soit le centre de groupement ou le centre international, soit directement le demandeur par voie automatique.

Article 9

Détermination de la durée taxable :

- a) Sens navire-terre : la station côtière détermine et indique au navire la durée taxable et la taxe locale de la conversation (en francs français ou en francs-or suivant qu'il s'agit d'un navire de nationalité monégasque, française ou étrangère). Le ticket établi soit par le service interurbain de Monaco, soit par le centre international de Nice, est complété par l'indication des heures de commencement et de fin de communication et transmis à la station côtière qui le rapprochera de ses documents comptables.
- b) Sens terre-navire : en fin de communication et avant la rupture de liaison, la station côtière indique au service interurbain de Monaco ou au centre international de Nice suivant le cas, la durée taxable de la communication et le montant de la taxe de bord (en francs français ou en francs-or, suivant que la communication est originaire de Monaco, de France ou de l'étranger) ; le cas échéant elle indique « Pas de taxe de bord ».

Article 10

Taxations des conversations :

Les conversations sont taxées minute par minute au-delà de la première période indivisible de trois minutes. La possibilité de mettre la taxe d'une conversation à la charge du demandé (P.C.V) n'est pas admise. Les tarifs applicables seront fixés par arrêté de notre ministre d'État.

Article 11

Taxe de préparation :

Lorsqu'une demande de communication de personne à personne n'a pu être suivie de conversation par le fait des correspondants, le demandeur doit payer une taxe dite « de préparation ».

Dans le sens navire-terre : la station côtière renseigne le navire et lui indique le montant de la taxe à percevoir.

Dans le sens terre-navire : le service interurbain de Monaco ou le centre international de Nice est avisé de l'application de la taxe de préparation et de son montant dans les conditions prévues pour la détermination de la durée taxable des conversations.

Article 12

Ordonnance n° 13.076 du 6 mai 1997

Communications demandées directement à la station :

Pour toute communication directement enregistrée par la station côtière, celle-ci établit un ticket sur lequel elle porte les indications réglementaires. En fin de mois, ces tickets pour imputation des taxes dues, sont envoyés directement à l'abonné par l'opérateur public monégasque des télécommunications, ou aux centres de groupements français.

Article 13

Les communications concernant le trafic portuaire demandées par le poste de pilotage seront taxées comme des communications radiotéléphoniques ordinaires.

Article 14

La station « Monaco-Radio » assure, en permanence, le service de sécurité de la vie humaine en acceptant par priorité absolue les appels et messages de détresse, quelle qu'en soit la provenance, en répondant à ces messages et en leur donnant immédiatement la suite qu'ils comportent.

Article 15

Mesures de sécurité concernant la sauvegarde de la vie humaine.

Lorsque la station reçoit un message de détresse concernant une station mobile, elle avise, avec une priorité absolue, les autorités responsables de la mise en œuvre des moyens de sauvetage.

Elle doit en conséquence :

- a) accuser réception au demandeur de son message de détresse et le retransmettre ;
- b) en donner connaissance en mentionnant toutes les indications reçues (position de la station mobile, nature de l'avarie, secours demandés, intentions du commandant, etc.) par téléphone et par télégraphe :
 - 1° au préfet maritime de Toulon, s'il s'agit d'un navire ;
 - 2° au centre de coordination de recherches et de sauvetage d'Aix-en-Provence, dans le cas d'un aéronef.

Uniquement par téléphone, et suivant le cas :

- 1° au commandant du port de Monaco ;
- 2° au commandant de la Marine de San Remo ;
- 3° à l'administrateur de l'inscription maritime de Nice ;
- 4° à tous les organismes ou autorités monégasques figurant aux consignes particulières de la station (police maritime, douane, Croix-Rouge, pompiers).

La transmission télégraphique est faite sous la forme d'un télégramme relatif à la sécurité de la vie humaine portant, en tête et en fin de préambule, la mention de service SVH.

Notes

Liens

1. Journal de Monaco du 9 juin 1967

^{^ [p.1]} <https://journaldemonaco.gouv.mc/Journaux/1967/Journal-5724>